

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU NUMÉRIQUE

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE PERSONNELS DE CATÉGORIE C

ANNÉE 2014

ÉPREUVE ÉCRITE D'ADMISSIBILITÉ

Durée : 3 H 00 – coefficient : 2

Résolution de cas pratiques permettant de vérifier l'aptitude du candidat à présenter les éléments d'un dossier et pouvant comporter la réponse à des questions sur ce dossier, la rédaction d'un document, la mise au point d'un tableau de chiffres.

Toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

Remarques importantes :

- Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, signature, ...) en dehors du volet rabattable d'en-tête de la copie de concours.
- L'usage d'une calculatrice est autorisé. Les téléphones portables sont interdits ; ils doivent être éteints et rangés.
- L'utilisation de tout autre document est interdite.
- Le candidat s'assurera, à l'aide de la pagination, qu'il détient un sujet complet.

Tournez la page S.V.P.

TRAVAIL À EFFECTUER À PARTIR DES DOCUMENTS QUI COMPOSENT LE DOSSIER

I - RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES

1. a) Qu'est-ce qu'un acronyme ?
b) Donnez deux exemples tirés des documents.
2. Définissez, en quatre lignes maximum, l'expression « ascenseur social ».
3. À partir du document n° 3, expliquez, en quatre lignes maximum, comment les nouvelles technologies modifient l'enseignement.
4. À l'aide des éléments présents dans les documents n^{os} 6 et 7, précisez, en quatre lignes maximum, l'objet de l'enquête PISA 2012.

II – APPLICATIONS

À partir du document n° 4 :

1. a) Représentez dans un histogramme empilé, pour chacune des années 2009, 2010 et 2011, pour les catégories « ouvriers » d'une part et « cadres, professions intellectuelles supérieures » d'autre part, la proportion des bacheliers dans les trois filières (générale, technologique et professionnelle).
En abscisse vous indiquerez les années et en ordonnée vous porterez les pourcentages.

b) Commentez cet histogramme en dix lignes maximum.
2. Sur un échantillon de 1500 bacheliers, dans chacune des catégories « d'ouvriers » et de « cadres, professions intellectuelles supérieures », quelle est la répartition entre les trois types de bac pour l'année 2010 ?
3. a) Proportionnellement, y a-t-il plus ou moins d'enfants « d'artisans, commerçants, chefs d'entreprises » que d'enfants de « retraités » qui ont eu un bac général en 2010 ?

b) Indiquez quel est l'écart et exprimez-le en pourcentage.

III – RÉDACTION

À l'aide des documents et de vos réflexions personnelles, en deux pages, vous indiquerez quelles sont les principales causes d'inégalités scolaires en France et quelles peuvent être les solutions pour y remédier.

DOCUMENTS DU DOSSIER (17 pages)

- Document n° 1 : L'égalité des chances à l'école, le vœu pieux de l'éducation nationale
(2 pages) Extraits – Source : Marion SOLLETTY, journaliste à France Télévisions, francetvinfo.fr
13 avril 2012
- Document n° 2 : L'éducation déchiffrée : 1 an de blog et finalement peu de changements
(4 pages) Extraits – Source : Éric CHARBONNIER, educationdechiffree.blog.lemonde.fr,
22 novembre 2013
- Document n° 3 : L'innovation éducative : une question économique ?
(3 pages) Extraits – Source : Hubert GUILLAUD, blogs.lesechos.fr
3 novembre 2012
- Document n° 4 : Répartition par filière des bacheliers selon leur origine sociale
(1 page) Extraits – Source : Ministère de l'Éducation nationale – Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche – Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance [MEN-MESR-DEPP (OCEAN)]
- Document n° 5 : Éducation : comment éviter que l'ascenseur social s'arrête en maternelle
(2 pages) Extraits – Source : Irène INCHAUSPE, journaliste, *l'Opinion*
25 mars 2014
- Document n° 6 : La dégradation de l'école interroge le lien social
(3 pages) Extraits – Source : interview de Nathalie MONS, propos recueillis par François JARRAUD, *Pisa 2012*, cafepedagogique.net
4 décembre 2013
- Document n° 7 : À l'école des inégalités sociales françaises
(2 pages) Extraits – Source : interview d'Éric CHARBONNIER, propos recueillis par Caroline BRIZARD, *Pisa 2012 – Le Nouvel Observateur*
3 décembre 2013

Tournez la page S.V.P.

L'ÉGALITÉ DES CHANCES À L'ÉCOLE, LE VŒU PIEUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La Cour des comptes sait à merveille pointer du doigt les dépenses excessives de l'Etat ou l'opacité de sa comptabilité. Mais ses observations remettent parfois en cause bien plus que des chiffres. Dans un rapport d'observations, dont *Le Monde* publie des extraits vendredi 13 avril 2012, les magistrats se sont penchés sur la répartition des moyens financiers consacrés à l'enseignement primaire et secondaire sur l'ensemble du territoire.

Mauvaise surprise : les élèves en zones défavorisées, loin de concentrer l'essentiel des moyens, reçoivent moins que les autres. Pour la Cour, il est clair que *"le système éducatif se caractérise par des inégalités territoriales de toutes natures"*. Pour l'Education nationale, c'est justement là que le bât blesse, dans sa difficulté à promouvoir cette "égalité des chances" si chère à la République.

Les établissements difficiles reçoivent moins d'argent

ZEP : depuis 30 ans, cet acronyme symbolise à lui seul les efforts des pouvoirs publics dans ce domaine... et leur échec. Le grand principe des Zones d'éducation prioritaire date de 1981 mais a connu de multiples relances. Aujourd'hui, l'éducation prioritaire concerne au sens large - si l'on regroupe les Réseaux ambition réussite (RAR) et les Réseaux de réussite scolaire (RRS) - 1 076 collèges (environ 20 % des collégiens) et 6 549 écoles, selon le ministère de l'Éducation nationale.

Par définition, ces réseaux ont vocation à recueillir davantage de moyens. Et pourtant : selon la Cour des comptes, en 2010, l'État a dépensé 47 % de plus pour un élève de l'académie de Paris que pour un élève de l'académie de Créteil, qui compte davantage d'établissements relevant de l'éducation prioritaire.

Les enseignants fuient les écoles sensibles

Pourquoi un tel écart ? Il est le symptôme d'un des points noirs du système : alors que ces zones concentrent les plus grandes difficultés, elles ont le corps enseignant le moins expérimenté. Les profs au salaire le plus élevé, qui sont aussi ceux qui ont le plus d'ancienneté et donc la priorité dans leurs choix d'affectation, fuient les établissements les plus sensibles.

La prime annuelle de 1 156 euros promise aux enseignants (le ministre, Luc Chatel, a d'ailleurs proposé en janvier de la compléter à la rentrée 2012 d'une prime de mérite pouvant aller jusqu'à 2 400 euros) n'y change rien. *"Les enseignants l'ont plus vue comme une compensation que comme une incitation"*, explique Agnès van Zanten, qui travaille sur les politiques éducatives à l'Observatoire sociologique du changement de Sciences Po.

Des moyens réels mais trop dilués

En termes d'heures d'enseignement, les établissements en éducation prioritaire bénéficient bien de davantage de moyens : le nombre d'élèves par classe y est de 22,2 en RAR contre un peu plus de 24 en école "ordinaire". Mais, comme le soulignait en septembre 2011 un rapport du Conseil économique, social et environnemental intitulé "Les inégalités à l'école", *"ce différentiel est hors de proportion avec les enjeux du contexte"*.

De fait, le taux d'élèves en situation de retard scolaire à l'entrée en 6^{ème} y est deux fois plus important que dans les établissements ordinaires, selon les chiffres de l'Éducation nationale.

Le rapport dénonce un "saupoudrage" de moyens mis en avant par tous les observateurs. *"Le problème de l'éducation prioritaire, c'est qu'il y a eu une extension importante des zones, et ce n'est que tardivement qu'on a établi une hiérarchie, relève Agnès van Zanten. On a étendu le dispositif sans augmenter les moyens."* Le ministre de l'Éducation nationale lui-même en dresse un bilan plus que mitigé.

Les effets pervers de l'assouplissement de la carte scolaire

Dans ce contexte, les enseignants ne sont pas les seuls à fuir les établissements "prioritaires". Les parents qui le peuvent sont nombreux à faire en sorte que leur enfant n'y soit pas scolarisé. Et la réforme de la carte scolaire n'a rien arrangé. Destinée à l'origine à mettre fin aux passe-droits en permettant à toutes les familles de choisir leur établissement, elle a eu un effet pervers pour les établissements en ZEP. Selon un rapport de l'École d'économie de Paris, *"l'augmentation du nombre de dérogations accordées pour éviter ces collèges a entraîné une diminution des effectifs scolarisés en 6^{ème} entre 2006 et 2009, de l'ordre de 5 % pour les collèges des réseaux de réussite scolaire et de 9 % pour les collèges 'ambition réussite'".* Or, les demandes de dérogation sont plus rares dans les milieux défavorisés, diminuant encore la mixité sociale au sein de ces établissements.

Les internats d'excellence, bons pour le renouvellement des élites...

Pour lutter contre les inégalités liées au milieu d'origine des élèves, un autre type de programme a récemment vu le jour, qui doit permettre aux meilleurs élèves d'avoir toutes les chances de réussite. Dans le secondaire, ce sont les *"internats d'excellence"* mis en place pendant le dernier quinquennat.

Actuellement au nombre de 26, ceux-ci mettent à disposition *"des élèves qui en ont le plus besoin un établissement innovant dans son fonctionnement et son offre pédagogique et éducative"*. Au contraire de l'éducation prioritaire, le dispositif est très ciblé : il concernait un peu plus de 2 000 élèves en 2010-2011.

Mais là aussi, les spécialistes redoutent des effets pervers. *"Du point de vue de l'élève, il y a un gain évident car cela [lui] permet de sortir de [son] cadre pour aller dans un établissement meilleur"*, développe Agnès van Zanten. Mais cette initiative marque aussi *"un abandon d'une logique collective de lutte contre les inégalités"*.

... mais n'agissent en rien sur la lutte contre l'échec

Non seulement cette initiative ne concerne que les élèves aux meilleurs résultats, mais elle affaiblit doublement les autres en dépouillant les établissements, souvent sensibles, de leurs meilleurs éléments. Pour Agnès van Zanten, la priorité accordée à ce genre de programmes, qui relève du *"renouvellement de l'élite"*, est inquiétante.

"Il y a un tournant important dans la politique éducative, qui tend à substituer ce type de dispositif aux dispositifs de lutte contre l'échec", explique-t-elle. Or, *"ce sont deux aspects totalement différents de la politique éducative"*. Le premier est *"attractif et consensuel"*, reconnaît la chercheuse. Mais *"que faire avec la grande masse d'élèves en difficulté ? Ça, c'est beaucoup moins consensuel et beaucoup plus difficile."*

Extraits – Source : Marion Sollety, Journaliste à France Télévisions, francetvinfo.fr – 13 avril 2012

Tournez la page S.V.P.

L'ÉDUCATION DÉCHIFFRÉE : 1 AN DE BLOG ET FINALEMENT PEU DE CHANGEMENTS

Déjà plus d'un an que ce blog existe. C'est donc le bon moment pour faire un bilan, insister de nouveau sur les forces et faiblesses de l'école française et surtout essayer de définir les enjeux des mois prochains en France. De plus, PISA 2012 (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) sortira le 3 décembre 2013 et, à n'en pas douter, apportera bon nombre de nouveaux éléments de réflexion pour ce blog. Mais revenons aux caractéristiques du système français (tous les éléments exposés dans cet article sont extraits des 19 articles déjà publiés depuis 1 an sur « l'éducation déchiffrée »).

Le système français a beaucoup progressé depuis 30 ans ...

La France a rattrapé le retard qu'elle pouvait déplorer ces dernières décennies en matière de niveau d'éducation de sa population. En 2011, 43 % de la population française âgée de 25 à 34 ans détenait au moins un diplôme de l'enseignement supérieur contre seulement 19 % pour les 55-64 ans. Cette progression se traduit également en termes de compétences et les mauvaises performances de la France observées dans l'étude PIAAC (qui évalue les compétences des adultes de 16 à 65 ans) sont en bonne partie imputables aux résultats des 45-65 ans, tandis que les 16-44 ans obtiennent des scores plus proches de la moyenne des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

...mais a vu l'échec scolaire augmenter et les inégalités sociales s'aggraver ces 10 dernières années ...

Le système d'éducation français obtient, dans l'enquête PISA, des performances équivalentes à la moyenne des pays de l'OCDE, mais il est devenu de plus en plus dichotomique : d'un côté, il est soutenu par ses bons éléments qui représentent environ un tiers des élèves âgés de 15 ans (contre 28 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE), mais de l'autre, il se dégrade par le bas et conduit chaque année 150 000 jeunes à quitter l'école sans diplôme, et donc à se retrouver en situation d'extrême précarité sur le marché du travail. Le poids des inégalités sociales n'a jamais été aussi fort pour expliquer les performances des élèves de 15 ans et le taux d'échec scolaire est passé, en 10 ans, de 15 % à 20 %. En 2009, la France est, après la Nouvelle-Zélande, le pays où la corrélation entre le milieu socio-économique des parents et les résultats des élèves de 15 ans est la plus forte.

... et l'étude PIAAC (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) a confirmé cette tendance.

L'étude PIAAC a confirmé combien la société française était inégalitaire. On retrouve les mêmes inégalités que dans PISA quand il s'agit d'analyser les compétences des adultes. Entre les jeunes et les seniors, entre les immigrés et les autochtones, enfin, entre ceux qui ont des diplômes et ceux qui n'en ont pas, les inégalités existent partout.

Sur toutes ces variables, les écarts sont plus marqués en France par rapport à la moyenne de l'OCDE et expliquent aussi pourquoi la France ne progresse pas depuis dix ans dans les classements internationaux.

Ce qui a changé en 1 an : de nouveaux rythmes ont été instaurés dans 25 % des écoles primaires et la formation des enseignants a évolué pour être plus orientée sur l'apprentissage de la pédagogie.

Depuis le début de ce blog en octobre 2012, près d'un quart des élèves des écoles primaires publiques sont passés à la semaine de quatre jours et demi en septembre 2013. Il convient de rappeler que la France était le seul pays de l'OCDE où les élèves du primaire avaient seulement 4 jours d'école par semaine avant la réforme et que toutes les études réalisées sur les biorythmes s'accordaient à dire que la semaine de 4 jours était inadaptée au bien-être des élèves. Il est d'ailleurs bien dommage que le débat actuel se focalise sur les activités périscolaires sans donner plus d'importance au possible bénéfice de cette demi-journée supplémentaire (placée le matin) pour améliorer les conditions d'apprentissage des fondamentaux et pour surtout donner plus de temps aux élèves en difficulté pour rattraper leur retard.

Deuxième grand volet de cette rentrée, la formation des enseignants a évolué et les étudiants qui se destinent à cette profession sont accueillis au sein des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE). Par la même occasion, la France en finit avec son modèle dit « consécutif » (où la formation professionnelle n'intervient qu'après la formation théorique) pour en revenir à ce qui se fait quasiment partout, à savoir une formation qui conjugue simultanément apprentissage des savoirs et du savoir-faire.

Ces deux réformes peuvent être bénéfiques au système français mais il ne faut pas oublier que la mise en place des nouveaux rythmes scolaires est juste un ingrédient susceptible de contribuer au succès de la réforme, mais qui ne portera ses fruits que si les enseignants sont formés et préparés à utiliser cette nouvelle répartition du temps scolaire pour introduire davantage d'individualisation (ou de travail en petits groupes) dans leur enseignement et faire ainsi face à l'échec scolaire grandissant.

Ce qui doit encore changer rapidement.

Il est dommageable que certains éléments importants à la réussite de la réforme soient totalement absents du débat public aujourd'hui. Des articles publiés précédemment sur ce blog mais aussi le rapport de l'OCDE pour redresser la compétitivité en France mettent en évidence l'importance de 4 mesures pour corriger les faiblesses inhérentes au système français.

Tournez la page S.V.P.

1. Développer la formation professionnelle pour tous les enseignants

Les pays performants dans les évaluations internationales, tout comme les pays qui ont reformé en profondeur leur système d'éducation ces dernières années, ont tous mis la formation des enseignants (initiale mais aussi continue) au cœur de leurs préoccupations. À chaque fois, la formation professionnelle continue des enseignants a eu autant d'importance, si ce n'est plus parfois, que la formation initiale dans le succès des réformes. Elle semble étrangement absente du projet de refondation en France, ou du moins reléguée au second plan. Les nouveaux enseignants bénéficieront d'une meilleure formation initiale, et c'est une bonne chose, mais ils n'entreront que progressivement dans le système, alors que les enseignants déjà en place représenteront encore la majorité du corps enseignant pour de nombreuses années.

2. Créer des incitations pour amener des enseignants expérimentés à travailler dans les établissements défavorisés

La qualité de l'enseignement a un impact majeur sur les performances des élèves ; or, les établissements défavorisés ne sont pas les mieux lotis en France et ne disposent souvent pas des enseignants les plus expérimentés. Il convient donc d'améliorer la qualité du corps enseignant dans ces établissements : en dispensant une formation spécialisée permettant de doter les enseignants des compétences et connaissances nécessaires pour exercer avec des élèves défavorisés et/ou en difficulté ; en soutenant les équipes de direction et les enseignants à travers la formation continue et les programmes de tutorat ; en leur offrant des conditions de travail à même d'améliorer leur efficacité et de les fidéliser ; et en leur offrant des incitations financières et des perspectives de carrière intéressantes pour les attirer et les convaincre d'y rester.

3. Limiter le redoublement en allant vers une plus grande individualisation de l'enseignement

En France, à l'âge de 15 ans, 38 % des élèves ont redoublé au moins une fois, contre une moyenne de 13 % dans les pays de l'OCDE. Le redoublement est une pratique non seulement coûteuse – à peu près 2 milliards par an dans l'enseignement obligatoire (ou environ 4 % des dépenses annuelles totales à ces niveaux d'éducation) - mais également inefficace pour remédier aux problèmes d'apprentissage à long terme : l'élève qui décroche perd plusieurs mois de son année et reproduit souvent les mêmes erreurs l'année suivante. Il est donc important d'avoir une réflexion sur les mesures qui constituent une alternative au redoublement, notamment en comblant les lacunes à mesure qu'elles sont identifiées durant l'année scolaire par le soutien scolaire, l'aide aux élèves en difficulté, en adaptant les méthodes pédagogiques et les programmes au travail par petits groupes d'élèves, et en sensibilisant les parties prenantes – écoles, parents d'élèves, enseignants, etc., aux implications négatives de cette pratique.

4. Valoriser la formation professionnelle et créer des programmes dits de « seconde chance »

Dans de nombreux pays de l'OCDE, dont la France, la formation professionnelle est étrangement négligée et marginalisée dans les débats publics, souvent éclipsée par l'importance accordée à la formation initiale générale. Les filières professionnelles sont, en effet, souvent mal considérées par les élèves et les étudiants comme par la société en général. Les pays dits d'apprentissage (Allemagne, Autriche, Danemark, Pays-Bas et Suisse) ont le mieux réussi à assurer, avec l'aide des partenaires sociaux, une formation de qualité à tous en agissant bien en amont. Ainsi, l'Allemagne organise des formations de préapprentissage pour les jeunes qui ont de faibles aptitudes scolaires et les accompagne afin qu'ils n'échouent pas dans l'obtention d'une qualification.

De même, en France, échec scolaire rime souvent avec échec tout court car ceux qui sortent du système d'éducation sans qualification ont peu de possibilités de réintégrer une formation professionnelle et de finir leurs études plus tard. Dans certains pays, il est *a contrario* courant d'obtenir son diplôme de fin d'études secondaires après l'âge de 25 ans. Ainsi, 10 % environ des diplômés du secondaire l'ont été à 25 ans ou plus au Danemark, en Finlande et en Norvège ; ce pourcentage s'établit à 20 % en Islande et à plus de 40 % au Portugal.

La réussite de la réforme en France ne peut passer que par un soutien unanime de tous les acteurs de l'éducation.

Finalement, je reviens à mon tout premier article de blog pour conclure cet article « anniversaire ». Réformer le système français est une nécessité car il est aujourd'hui trop inégalitaire et ceux qui en sortent sans qualification se retrouvent en grande difficulté sur le marché du travail. Des progrès sont possibles mais la réussite d'une réforme ne peut passer que par un soutien unanime de tous les acteurs de l'éducation. D'ailleurs, des pays comme l'Allemagne, la Pologne et le Portugal ont rattrapé leur retard sur la France entre 2000 et 2009 en axant justement leurs réformes sur la réussite des élèves en échec scolaire ou issus des milieux défavorisés et en concentrant tous leurs efforts sur cet objectif bien défini. C'est à cette condition, et seulement à cette condition, que la réforme aura enfin le droit de se mettre en place en France.

Extraits – Source : Éric CHARBONNIER, educationdechiffree.blog.lemonde.fr, 22 novembre 2013

Tournez la page S.V.P.

L'INNOVATION ÉDUCATIVE : UNE QUESTION ÉCONOMIQUE ?

L'éducation paraît partout en crise. Les plus grandes écoles se posent des questions non seulement sur l'avenir de l'éducation, mais également sur comment apprendre à l'heure des nouvelles technologies. Comme si leur intégration nécessitait de reposer en profondeur la question de l'apprentissage dans une société qui nous semble toujours plus complexe.

Pourtant, les résultats de l'informatisation à l'école n'ont pas été forcément ceux attendus : comme le soulignait l'année dernière Matt Richtel dans sa série pour le New York Times. Là où il s'est installé, le numérique n'a pas eu d'effet majeur sur les résultats scolaires des élèves. Partout, son intégration pose plus de questions qu'elle n'offre de réponses.

Mooc : de nouvelles infrastructures éducatives ?

Pour la Technology Review, le toujours critique Nicholas Carr vient de livrer une intéressante synthèse des questions que les nouvelles formes d'apprentissage posent, en s'intéressant au Mooc, ces cours en ligne massifs et ouverts (Mooc pour Massive open online course). Ici, bien sûr l'école ne disparaît pas complètement, mais en transformant les cours en programmes et en permettant de toucher plus d'élèves avec moins de professeurs, les Mooc interrogent à nouveau le modèle économique de l'école.

“Il y a cent ans”, rappelle-t-il, “l'enseignement supérieur semblait sur le point de connaître une révolution technologique”. La puissance du réseau postal moderne ouvrait aux universités la possibilité de distribuer leurs cours au-delà des limites de leurs campus. “La machinerie de l'apprentissage à distance pour irriguer l'éducation dans les régions les plus arides du pays”, comme le soulignait l'historien Frederick Jackson Turner, théoricien de la frontière américaine, était lancée. Nombre d'écoles ont alors mis en place des “divisions” dédiées aux cours par correspondance. “Les espoirs de cette première forme de formation à distance sont allés bien au-delà d'un élargissement de l'accès. De nombreux éducateurs croyaient que des cours par correspondance seraient mieux que les formes d'instructions traditionnelles sur campus et que les sessions de cours et les évaluations pourraient être adaptées spécifiquement à chaque élève.”

Nous entendons des choses très similaires aujourd'hui, estime Nicholas Carr. L'internet fait naître un nouvel espoir de révolution dans l'enseignement supérieur. Depuis l'automne 2011, un grand nombre des meilleures universités du pays [dont le MIT (Massachusetts Institute of Technology), Harvard, Stanford, Princeton...] offrent des cours gratuits sur le Net et plus d'un million de personnes à travers le monde se sont engagées à les suivre. Les Mooc ont reçu les honneurs de la presse internationale à la fois pour leur capacité à toucher des étudiants auxquels ces formations étaient inaccessibles que pour leur capacité à renforcer la qualité et la productivité de l'enseignement, tant sur le campus qu'à l'extérieur. Le président de Stanford a évoqué le tsunami à venir. L'ex-ministre de l'éducation américain “la renaissance d'Athènes”. Rien de moins.

Les Mooc arrivent à un moment où l'insatisfaction face à la manière dont sont dispensés les cours dans l'enseignement supérieur est croissante, estime Carr. Le coût des études, la baisse de la qualité, les taux d'abandon grimpent... Et nombre de diplômés affichent peu d'enthousiasme sur la manière dont les grandes écoles améliorent leurs compétences ou leur pensée critique. Les partisans des Mooc pensent que l'efficacité et la flexibilité de l'enseignement en ligne peuvent être un recours face à ces difficultés.

Mais tout le monde ne partage pas cet enthousiasme. Certains craignent que les cours en ligne soient une distraction pour les enseignants et qu'ils finiront par nuire à la qualité de l'éducation offerte sur le campus. L'étude des programmes de cours par correspondance des années 20 montre que bien souvent la qualité de l'instruction n'était pas à niveau et que seule une infime partie des personnes inscrites ont effectivement suivi les cours. En 1928, un éminent pédagogue américain a prononcé un réquisitoire contre les études par correspondance. En 1930, partout, l'engouement avait fait long feu.

"En quoi les Mooc sont-ils différents ? Disposent-ils d'une technologie de pointe permettant de penser que la promesse de révolution de l'enseignement à distance pourra être tenue ? Nous ne le savons pas encore", répond prudemment Nicholas Carr, la ferveur qui entoure les Mooc nous fait oublier qu'ils en sont encore à leurs balbutiements.

Mooc : sait-on ce que l'innovation limite ?

Ce qu'oublie peut-être Carr dans son article mesuré, c'est de voir combien cette bataille de l'accès aux cours en ligne est depuis l'origine une bataille d'innovation scolaire entre grandes écoles, qui utilisent ces outils pour améliorer leur notoriété internationale dans la grande lutte pour le recrutement des meilleurs élèves et des meilleurs professeurs. Le Mooc relance la course à la concurrence entre grandes écoles introduite par l'ouverture de répertoires de cours en ligne sur le modèle des entrepôts d'Open Course Ware du MIT lancé en 2001.

Les chercheurs qui sont sceptiques sur les Mooc rappellent que l'essence de l'enseignement réside dans une subtile interaction entre étudiants et enseignants et que celle-ci ne peut être simulée par les machines, quel que soit le degré de sophistication de la programmation.

Woodie Flowers, professeur émérite au département d'ingénierie mécanique du MIT, expliquait dans le dernier numéro de lettre d'information de la faculté du MIT que les Mooc "sont un produit sans stratégie". Or pour lui, l'objectif des Mooc est de remplacer les cours tout en poursuivant "le doux rêve de la gratuité de l'enseignement". Nous devrions plutôt réfléchir à comment améliorer le processus éducatif, estime Woodie Flowers. Pour lui le Mooc est une prise de contrôle hostile de l'enseignement. Une lubie, où la concurrence inter école entraîne à une course au volume. "Je pense que nous devons être prudents sur l'adhésion à un mouvement qui peut produire le chaos plutôt que d'améliorer l'éducation."

Tournez la page S.V.P.

Pour Woodie Flowers, le MIT devrait plutôt s'intéresser à produire des modules d'enseignements interactifs, comme ceux que propose Smart Sparrow, permettant de promouvoir l'apprentissage par la pratique, produire des soutiens de cours intelligents et adaptatifs, tout en aidant l'enseignant à s'autonomiser. L'interaction directe est complexe, rappelle le professeur émérite. L'éducation nécessite de passer du temps entre professeurs et élèves. Pour Woodie Flowers, ce devrait être là le coeur d'une stratégie éducative, plus importante que le développement de logiciels.

Dans le même numéro, Ruth Perry, spécialiste de la littérature anglaise du XVIII^e siècle, rappelle le rôle de la discussion de groupe dans les classes, qui permet d'arriver à de nouvelles idées en écoutant celles des autres. L'idée est d'aller au-delà de sa lecture ou de sa compréhension en tirant parti des autres points de vue pour favoriser la créativité, ce qui n'est pas possible quand un étudiant se retrouve seul face à un texte ou face à un exercice. Si l'on peut décomposer certains enseignements en courts modules, tous ne s'y prêtent pas, rappelle la chercheuse et enseignante. Comment alors seront évaluées ces autres formes qui n'entreront pas dans le moule des cours massivement ouverts en ligne ? Les professeurs du MIT ou d'Harvard devront-ils faire du tutorat personnalisé comme le font ceux de l'Open University au Royaume-Uni ? "Au profit de qui développons-nous des modules d'enseignement en ligne ?" interroge la professeure. Alors que les nouvelles technologies ne font pas nécessairement preuve de ce qu'elles peuvent apporter à l'éducation, les formes anciennes sont challengées. Elles vont devoir démontrer à leur tour leur valeur, montrer que leurs coûts peuvent être justifiés. Pas sûr que ce soit si simple pour elles. Comme conclut Nicholas Carr, "pour le meilleur ou pour le pire, les forces perturbatrices du net sont arrivées aux portes du monde universitaire". Et comme souvent, ce qu'elles perturbent en premier lieu, c'est le modèle économique existant.

Extraits – Source : Hubert Guillaud, – blogs.lesechos.fr, 3 novembre 2012

RÉPARTITION PAR FILIÈRE DES BACHELIERS SELON LEUR ORIGINE SOCIALE

Année 2009	France métropolitaine + DOM		
	Générale	Technologique	Professionnelle
Agriculteurs exploitants	55,3	22,7	21,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	49,3	23,9	26,9
Cadres, professions intellectuelles supérieures	75,3	15,5	9,2
Professions intermédiaires	57,6	25,9	16,5
Employés	48,1	29,7	22,2
Ouvriers	33,2	28,4	38,3
Retraités - Inactifs	41,3	28,6	30,1
Ensemble	53,2	24,2	22,4

Lecture : en 2009, 33,2 % des bacheliers enfants d'ouvriers ont obtenu un baccalauréat général, 28,4 % un baccalauréat technologique et 38,3 % un baccalauréat professionnel.

Année 2010	France métropolitaine + DOM		
	Générale	Technologique	Professionnelle
Agriculteurs exploitants	57,4	24,0	18,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	52,7	25,1	22,2
Cadres, professions intellectuelles supérieures	77,5	15,3	7,2
Professions intermédiaires	60,3	26,2	13,5
Employés	51,2	31,0	17,8
Ouvriers	35,8	30,8	33,4
Retraités	40,3	26,4	33,3
Inactifs	44,1	33,1	22,8
Ensemble	56,2	18,4	25,4

Lecture : en 2010, 57,4 % des bacheliers enfants d'agriculteurs ont obtenu un baccalauréat général, 24,0 % un baccalauréat technologique et 18,6 % un baccalauréat professionnel.

Année 2011	France métropolitaine + DOM		
	Générale	Technologique	Professionnelle
Agriculteurs exploitants	54,7	21,9	23,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	49,2	22,2	28,6
Cadres, professions intellectuelles supérieures	76,0	14,5	9,4
Professions intermédiaires	58,1	24,4	17,4
Employés	48,7	28,4	22,8
Ouvriers	32,7	26,4	40,9
Retraités	38,0	22,7	39,3
Inactifs	43,0	29,2	27,8
Non renseigné	14,7	20,0	65,3
Ensemble	49,8	22,7	27,4

Lecture : en 2011, 54,7 % des bacheliers enfants d'agriculteurs ont obtenu un baccalauréat général, 21,9 % un baccalauréat technologique et 23,4 % un baccalauréat professionnel.

Source : MEN-MESR-DEPP (OCEAN)

Tournez la page S.V.P.

ÉDUCATION : COMMENT ÉVITER QUE L'ASCENSEUR SOCIAL S'ARRÊTE EN MATERNELLE

Les élèves les plus faibles ne disposent pas d'assez de temps pour apprendre à lire. Une inégalité qu'il faudrait corriger de toute urgence.

Les faits - Des chercheurs arrivent à la conclusion que les élèves de CP ne disposent que de 7 minutes par jour pour apprendre les bases de la lecture. Ce qui ne permet pas de réduire les inégalités liées au contexte socio-économique

Pour un « Eddy Bellegueule », jeune normalien, auteur d'un bestseller, sorti de son milieu grâce à l'école, combien de milliers d'enfants n'arriveront pas à monter dans l'ascenseur social ? Parmi les jeunes qui avaient quitté sans diplôme le système éducatif, près de la moitié faisaient déjà partie du groupe des élèves les plus faibles aux tests administrés à l'entrée en sixième, selon une étude publiée en décembre 2013 par la revue Education et Formations. Le collège avait déjà la réputation d'être le « maillon faible » du système éducatif, hélas, le primaire l'est aussi, les difficultés apparaissant même ... dès la grande section de la maternelle.

C'est le sujet d'une expérience éducative originale menée par trois chercheurs (Bruno Suchaut, Alice Bougnères et Adrien Bouguen) dont les résultats viennent d'être publiés sous un titre provocateur : « 7 minutes pour apprendre à lire, à la recherche du temps perdu ». Ils ont collecté des données dans le cadre d'un stage d'été destiné à des élèves de grande section maternelle « dotés de compétences très faibles sur le plan de la conscience phonologique ». Ces élèves étaient issus d'un milieu social « défavorisé », ce qui n'est guère surprenant. « Les enquêtes nationales et internationales mettent en effet en évidence l'influence croissante du milieu socio-économique sur les acquisitions des écoliers français » souligne Bruno Suchaut, de l'Unité de recherche sur le pilotage des systèmes pédagogiques. Et donc un échec croissant de notre école « républicaine ». Pour illustrer cette influence de l'environnement, il cite le chiffre éloquent extrait d'une étude américaine : un enfant de trois ans issu d'un milieu très défavorisé a entendu en moyenne, 30 millions de mots de moins qu'un enfant du même âge élevé dans une famille favorisée.

Pour autant, démontrent les chercheurs, il serait possible de corriger ces inégalités si l'on consacrait plus de temps à ces enfants. Leur étude démontre en effet que lorsqu'ils sont en petits groupes, et que l'on tient compte de leur temps d'« engagement », c'est-à-dire des minutes que l'élève peut consacrer à apprendre, soit pas plus de 20 %, les progrès sont très significatifs. Les auteurs décomposent ensuite le temps scolaire en CP. Officiellement, il totalise 870 heures. Il faut en ôter les heures correspondant aux absences des enseignants, soit 2 % en moyenne, et à celles des enfants sur lesquelles il existe très peu de données, obligeant les auteurs à des estimations. On enlève ainsi 61 heures. Ensuite, les chercheurs n'y vont pas de main morte en supprimant 427 heures, soit près de la moitié du temps officiel qu'ils qualifient d'« hors contenu ». C'est-à-dire non consacré à l'enseignement du « code alphabétique », soit du déchiffrage orthographique, alors que d'autres activités peuvent avoir un influence positive sur celle ciblée. Les auteurs n'y croient

guère compte tenu de l'érosion du temps scolaire. « En un siècle, le nombre d'heures en primaire a baissé de 500 heures par an, estime Bruno Suchaut. En cinq ans passés avant d'entrer en sixième, un élève aura donc travaillé 2 500 heures de moins ». Il reste donc nettement moins de temps pour les apprentissages de base.. Lorsqu'on enlève enfin les heures « non engagées » de ce qui reste du temps officiel, il ne reste que 20 heures par an, soit 7 minutes par jour à un élève du CP pour apprendre les bases de la lecture. C'est trop peu.

« Il ne s'agit pas de faire six heures de lecture par jour mais d'attribuer davantage de temps aux élèves les plus faibles, explique Bruno Suchaut. Pas sous forme de soutien scolaire, guère efficace, mais pendant le temps de classe ». Les hypothèses fortes de l'étude pourront certainement être critiquées. Son idée principale est pourtant simple dans le principe et complexe dans son application. Le chercheur regrette ainsi que le milliard d'euros consacré à la réforme des rythmes scolaires n'ait pas été employé plutôt à un dédoublement des classes de CP dans les zones défavorisées, ou à une augmentation des salaires des enseignants. Ceux-ci seraient peut-être alors plus motivés pour s'occuper des élèves « faibles ». En 2010, une étude réalisée par l'OCDE montrait que « l'influence du contexte socio-économique sur les résultats des élèves du secondaire est plus faible dans les pays où les salaires des enseignants affichent une progression plus marquée au cours de leur carrière ». On peut sans prendre trop de risque envisager que cela soit vrai aussi pour les enseignants du primaire.

Extraits – Source : l'Opinion - Irène Inchauspé, journaliste, 25 mars 2014

Tournez la page S.V.P.

LA DÉGRADATION DE L'ÉCOLE INTERROGE LE LIEN SOCIAL

Pour Nathalie Mons, professeur de sociologie, spécialiste des politiques scolaires, experte pour l'OCDE pour l'enquête PISA 2006, l'enquête PISA 2012 éclaire des aspects inquiétants de notre système éducatif. "Il est désormais difficile de dire que l'école donne davantage à ceux qui sont le plus en difficulté. Une évaluation fine de l'allocation des ressources publiques en éducation et des inégalités territoriales doit être menée". La dégradation de l'école impacte directement le lien social. "Quand l'école se dégrade ou s'est dégradée - outre les compétences cognitives des élèves qui régressent- ce sont les fondements du lien social qui sont interrogés, ce qui n'est pas dans la société française actuelle neutre".

On parle dans les médias de la chute de la France dans PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves), qu'en est-il ?

En effet, certains médias ont insisté ou titré sur la « chute » de la France dans le palmarès PISA 2012. Et il est vrai que si l'on considère la perspective longitudinale PISA 2003-2012, le score national moyen de la France en culture mathématique régresse : alors que sa performance globale était supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE en 2003, son score actuel place le pays tout juste dans la moyenne. Cependant ce résultat a été mis en évidence dès 2006. Par ailleurs, en compréhension de l'écrit, à l'inverse, la performance nationale moyenne progresse, cela positionne le pays au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, là encore confirmant des premières tendances apparues lors de la dernière édition de PISA. L'évaluation de l'école est un exercice complexe.

Qu'en est-il des inégalités sociales à l'école ?

L'édition 2012 confirme que l'école française est devenue très fortement reproductrice. Désormais un ensemble large d'indicateurs intégrés dans PISA qui mesurent les inégalités scolaires d'origine sociale concordent alors que le tableau était moins net lors des éditions précédentes. Un des indicateurs intéressants est la progression de score quand on progresse dans l'échelle sociale. Cette progression est la plus marquée des pays de l'OCDE.

Comment expliquer ces résultats ?

C'est à la fois conjoncturel, si l'on considère la dernière décennie mais aussi structurel, ce sont les fondations élitistes de notre système scolaire qui expliquent aussi ce résultat.

Quelles réformes passées sont liées à ces résultats ?

Sur les dix dernières années, on peut bien sûr pointer un ensemble de réformes qui ont pendant un temps fortement détérioré le système éducatif. Par exemple la destruction de la formation des maîtres, la réduction du nombre d'enseignants, le recul très fort de préscolarisation avant trois ans sont emblématiques de ces politiques. Nous savons que les réformes qui détériorent les contextes

d'apprentissage sont plus particulièrement négatives pour les élèves issus des milieux défavorisés. Pour autant, les fortes inégalités sociales qui caractérisent désormais notre pays s'expliquent aussi par des dimensions structurelles du système français qui dépassent largement les alternances politiques et les clivages droite/gauche et s'inscrivent dans une perspective plus longue que la dernière décennie. C'est pour cela que le système est difficile à réformer.

Quelles sont ces dimensions structurelles ?

La France est marquée structurellement par la faiblesse des politiques de prévention de l'échec scolaire. Nous attendons que les élèves, surtout issus de milieux défavorisés soient en grande difficulté scolaire pour les aider. Au cours des décennies se sont développés de nombreux dispositifs de remédiation, qui se sont empilés et dont l'efficacité n'est pas démontrée. C'est un suivi plus rapproché de tous les élèves qu'il faut développer, pour prévenir l'échec scolaire. Une attention portée à chaque enfant au quotidien à travers des dispositifs d'enseignement plus individualisé, comme cela se pratique dans certains pays nordiques, permettrait de faire reculer la difficulté scolaire et se substituerait à la pratique du redoublement dont PISA et d'autres recherches ont montré à la fois l'inefficacité et le fort marquage social. A niveau scolaire équivalent, les élèves issus de milieux défavorisés redoublent davantage et s'en trouvent davantage stigmatisés tout au long de leur carrière scolaire. Dans PISA plus d'un tiers des élèves français sont considérés comme en retard, ils sont encore en troisième, et nombre d'élèves en grande difficulté se recrutent dans cette population.

Des tentatives de suivi plus rapproché des élèves pour lutter contre l'échec scolaire sont réalisées aujourd'hui à travers le dispositif. Plus de maîtres que de classes, dont il faudra suivre avec vigilance la mise en œuvre. Dans une réforme la mise en œuvre est aussi importante que l'encadrement légal des dispositifs. La reconstruction de la formation devra également être suivie.

L'école française offre-t-elle encore aujourd'hui les mêmes chances à tous ?

Les inégalités scolaires fortes s'expliquent aussi par des écarts marqués dans les contextes scolaires en termes de ressources. Derrière l'affichage de la politique d'Education prioritaire, des inégalités d'allocation des ressources publiques, qui sont souvent occultées, ont vu le jour. Certes les établissements d'Education prioritaire bénéficient par exemple de classes allégées mais y sont aussi affectés les enseignants les moins expérimentés. Nos dernières recherches montrent également que l'offre scolaire notamment au collège est aussi très inégale. Les classes d'excellence - les classes européennes, bi-langues, de théâtre..., se sont plus particulièrement développées dans les établissements socialement les plus favorisés. Le concept du collège unique tend à disparaître et à céder la place à une offre scolaire inégalitaire. Il est désormais difficile de dire que l'école donne davantage à ceux qui sont le plus en difficulté. Une évaluation fine de l'allocation des ressources publiques en éducation et des inégalités territoriales doit être menée.

Tournez la page S.V.P.

Sans compter que les familles favorisées ont aussi recours au soutien privé qui a bénéficié d'une compensation fiscale depuis 2005, compensation qui, malgré l'évolution légale de 2007 a été peu utilisée par les familles défavorisées. Cela signifie que notre collectivité nationale a payé pour que ces familles aient recours à une aide privée pour leurs enfants. C'est l'ensemble de ces dimensions qui se conjuguent aujourd'hui pour détériorer le niveau d'inégalités scolaires sociales. L'organisation actuelle de l'école n'est plus en capacité de contrarier les inégalités dont elle hérite.

Réformer notre système est d'autant plus nécessaire que l'étude récente de l'OCDE - PIAAC - sur les compétences des adultes - qui sont entre autres partiellement issus du cycle de formation initiale - montre que la population adulte française présente des compétences très faibles. Or ces compétences sont directement corrélées à une série d'indicateurs économiques évidemment sur l'emploi mais aussi sociaux - comme la perception de sa santé - et politique - l'engagement politique, associatif ou la confiance dans autrui. Quand l'école se dégrade ou s'est dégradée - outre les compétences cognitives des élèves qui régressent - ce sont les fondements du lien social qui sont interrogés, ce qui n'est pas dans la société française actuelle neutre.

Extraits – Source : Interview de Nathalie MONS, propos recueillis par François JARRAUD, Pisa 2012, cafepedagogique.net, 4 décembre 2013

À L'ÉCOLE DES INÉGALITÉS SOCIALES FRANÇAISES

Dans l'enquête Pisa 2012, la France, classée à la 25e place sur 65, reste une des championnes de l'injustice sociale. L'analyse d'Éric Charbonnier, expert de l'OCDE.

En éducation, la qualité rime avec "l'équité sociale", estime Éric Charbonnier, expert sur les questions d'éducation au sein de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Une qualité qui est loin d'être partagée par la France, comme en témoignent les résultats de l'enquête Pisa 2012.

Maths

1	SHANGHAI - CHINE
2	SINGAPOUR
3	HONG KONG - CHINE
4	TAIPEI - CHINE
5	COREE
6	MACAO - CHINE
7	JAPON
8	LIECHTENSTEIN
9	SUISSE
10	PAYS-BAS
11	ESTONIE
12	FINLANDE
13	CANADA
14	POLOGNE
15	BELGIQUE
16	ALLEMAGNE
17	VIETNAM
18	AUTRICHE
19	AUSTRALIE
20	IRLANDE
21	SLOVENIE
22	DANEMARK
23	NOUVELLE-ZELANDE
24	REPUBLIQUE TCHEQUE
25	FRANCE
26	ROYAUME-UNI
27	ISLANDE
28	LETTONIE
29	LUXEMBOURG
30	NORVEGE
31	PORTUGAL
32	ITALIE
33	ESPAGNE
34	FEDERATION DE RUSSIE
35	REPUBLIQUE SLOVAQUE
36	ETATS-UNIS
37	LITUANIE
38	SUEDE
39	HONGRIE
40	CROATIE
41	ISRAEL
42	GRECE

Lecture

1	SHANGHAI - CHINE
2	HONG KONG - CHINE
3	SINGAPOUR
4	JAPON
5	COREE
6	FINLANDE
7	TAIPEI -CHINE
8	CANADA
9	IRLANDE
10	POLOGNE
11	LIECHTENSTEIN
12	ESTONIE
13	AUSTRALIE
14	NOUVELLE-ZELANDE
15	PAYS-BAS
16	MACAO - CHINE
17	SUISSE
18	BELGIQUE
19	ALLEMAGNE
20	VIETNAM
21	FRANCE
22	NORVEGE
23	ROYAUME-UNI
24	ETATS-UNIS
25	DANEMARK
26	REPUBLIQUE TCHEQUE
27	AUTRICHE
28	ITALIE
29	LETTONIE
30	LUXEMBOURG
31	PORTUGAL
32	ESPAGNE
33	HONGRIE
34	ISRAEL
35	CROATIE
36	ISLANDE
37	SUEDE
38	SLOVENIE
39	LITUANIE
40	GRECE
41	FEDERATION DE RUSSIE
42	TURQUIE

Sciences

1	SHANGHAI - CHINE
2	HONG KONG - CHINE
3	SINGAPOUR
4	JAPON
5	FINLANDE
6	ESTONIE
7	COREE
8	VIETNAM
9	POLOGNE
10	LIECHTENSTEIN
11	CANADA
12	ALLEMAGNE
13	TAIPEI - CHINE
14	PAYS-BAS
15	IRLANDE
16	MACAO - CHINE
17	AUSTRALIE
18	NOUVELLE -ZELANDE
19	SUISSE
20	SLOVENIE
21	ROYAUME-UNI
22	REPUBLIQUE TCHEQUE
23	AUTRICHE
24	BELGIQUE
25	LETTONIE
26	FRANCE
27	DANEMARK
28	ETATS-UNIS
29	ESPAGNE
30	LITUANIE
31	NORVEGE
32	ITALIE
33	HONGRIE
34	LUXEMBOURG
35	CROATIE
36	PORTUGAL
37	FEDERATION DE RUSSIE
38	SUEDE
39	ISLANDE
40	REPUBLIQUE SLOVAQUE
41	ISRAEL
42	GRECE

Pour chaque thème, les pays sont classés des plus performants aux moins performants.

Tournez la page S.V.P.

Qu'apprend-on sur l'équité du système scolaire en France ?

- La situation était très mauvaise en 2009, elle le reste en 2012. En maths, le domaine sur lequel l'enquête de 2012 met l'accent, la France compte 13 % de très bons élèves (avec des scores au-dessus des niveaux 5 et 6), ce qui la place dans la moyenne des pays de l'OCDE. Mais la situation se dégrade pour les élèves en difficulté (avec des scores en dessous du niveau 2) dont la proportion est passée de 17 à 23 % entre 2003 et 2012, ce qui met la France dans la moyenne de l'OCDE. Les écarts se creusent aussi pour la maîtrise de l'écrit : la France stagne, tenue par son élite. Elle réalise le même score qu'en 2000, mais les extrêmes se renforcent. La proportion des très bons élèves a gagné 4 points, tout comme celle des élèves en difficulté.

Or, ces élèves en difficulté proviennent en grande partie des milieux modestes, puisque la France est, dans l'enquête Pisa, le pays où les inégalités socio-économiques ont le plus d'impact sur la réussite scolaire (plus encore que la Bulgarie, le Chili ou le Pérou...). Pouvons-nous nous inspirer d'expériences étrangères réussies ?

- D'autres pays se sont attelés avec succès à réduire leurs inégalités scolaires. L'Allemagne, par exemple. Ses progrès, déjà sensibles en 2009, se confirment en 2012. Ce redressement tient à une meilleure formation des professeurs – un point commun à tous les pays où l'équité scolaire est forte. Celle-ci est devenue plus sélective, plus axée sur le traitement de la difficulté scolaire. Les jeunes enseignants sont plus accompagnés. La journée scolaire a également été rallongée, ce qui permet de garder les enfants à l'école l'après-midi pour offrir du soutien à ceux qui en ont besoin. Enfin, l'apprentissage de la langue allemande a été renforcé dès l'école maternelle, en particulier pour les enfants issus des couches populaires. Shanghai, le Portugal ou le Brésil, classés respectivement 1er (613 points), 31e (487 points) et 58e (391 points) dans Pisa 2012 pour les performances en mathématiques, sont aussi parvenu à resserrer les écarts de niveau entre les élèves. Une des raisons de leur succès est d'avoir attiré les professeurs expérimentés dans les zones rurales ou déshéritées.

Tous ces exemples illustrent l'observation qu'en éducation, la qualité rime avec l'équité sociale. Un système scolaire est d'autant plus performant qu'il est moins injuste socialement. Il faut centrer les programmes scolaires sur l'acquisition des fondamentaux.

L'enquête Pisa 2012 introduit-elle de nouveaux indicateurs ?

- Pisa 2012 introduit la notion de persévérance à l'école. La France s'illustre par le mélange de plaisir et d'anxiété : les élèves éprouvent du plaisir à apprendre mais ils sont anxieux de leurs notes, de leur vie future. Ils ont peur de l'échec. Le climat de discipline joue beaucoup. En France, un élève sur deux souffre du bruit dans la classe, contre un sur trois en moyenne dans l'OCDE. La résilience - à savoir la capacité à déjouer les pronostics de réussite scolaire - est aussi riche d'enseignement. A Shanghai, où cette résilience est élevée, un élève de milieu défavorisé a une chance sur deux de devenir un bon élève. En France, cette proportion tombe à un sur cinq.

Propos recueillis par Caroline Brizard - Le Nouvel Observateur
Extraits – Source : Pisa 2012 – Le Nouvel Observateur, 3 décembre 2013.

FIN





